

CONSEIL COMMUNAUTAIRE
Relevé de conclusions

LUNDI 24 JUIN 2013 A **20H00**
Salle polyvalente – Commune de Saint Barthélémy

ORDRE DU JOUR

- ♦ **FINANCES** – Rapporteur : Philippe MIGNOT
1 - Fond national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)
- ♦ **ACTIVITES ECONOMIQUES** – Rapporteur : Gérard BREDY
2 – Imprimerie Ronjat – modification des loyers
- ♦ **BATIMENTS** – Rapporteur : Jean Paul MONTAGNIER
3 – Centre administratif : inauguration et déménagement
- ♦ **ENFANCE – JEUNESSE** – Rapporteur : Angéline APPRIEUX
4 – Pôle petite enfance : rapport du délégataire
- ♦ **CULTURE - PATRIMOINE** – Rapporteur : Sylvie DEZARNAUD
5 – MC2 – tarif préférentiel pour la population
- ♦ **ADMINISTRATION GENERALE** – Rapporteur : Christian NUCCI
6 – Création d'un poste d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe – 12 h
7 – Création d'un poste d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe – 10 h
- ♦ **QUESTIONS ORALES**
8 – Sictom : information

Gérard BECT, Maire de Saint Barthélémy, accueille l'assemblée et donne la parole au président Christian NUCCI. Le quorum étant atteint celui ci ouvre la séance en excusant Claude NICAISE. Le compte rendu de la dernière réunion n'appelant aucunes remarques, il propose d'aborder l'ordre du jour.

I – Finances

RAPPORTEUR : Philippe MIGNOT

• **Fond national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC)**

Rappel : L'article 144 de la loi de finances initiale pour 2012 a institué un mécanisme de péréquation horizontale pour le secteur communal.

Ce nouveau système appelé fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales (FPIC) consiste à prélever une partie des ressources de certaines intercommunalités et communes pour la reverser à des intercommunalités et communes moins favorisées.

La loi de finances pour 2013 préserve l'architecture globale du dispositif.

Il y a lieu de définir les critères de répartition des contributions entre les communes et l'établissement de coopération intercommunale en application des articles L.2336-3 et L.2336-5 du Code général des collectivités territoriales.

Pour l'année 2012, le Conseil communautaire, par délibération du 25 juin 2012, a décidé que la contribution au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales était intégralement supportée par la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire : répartition « dérogatoire libre ».

Ainsi, la Communauté de Communes a, courant 2012, supportée le prélèvement de 16 003 euros.

Pour l'année 2013, la contribution au FPIC bénéficie d'un solde positif. En effet, le mécanisme de péréquation prend désormais en compte le revenu par habitant, ce qui entraîne un reversement de 129 000 €.

Il est proposé que la Communauté de Communes récupère le versement de ce fonds national, au même titre que l'année dernière elle avait supportée le prélèvement.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuve le choix pour une répartition « dérogatoire libre » : la contribution au titre du fonds de péréquation des ressources fiscales intercommunales et communales est intégralement reversée au profit de la Communauté de Communes du Territoire de Beaurepaire,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

II – Activités économiques

RAPPORTEUR : Gérard BREDY

• Imprimerie Ronjat – modification des loyers

Rappel : par délibération du 26 juillet 2010, le Conseil communautaire a approuvé les conditions de location avec promesse de vente avec l'imprimerie Ronjat pour les locaux situés zone de Pré Mornay. A ce jour le bail n'est toujours pas signé (malgré plusieurs relances), l'entreprise ayant des difficultés de trésorerie depuis son redressement judiciaire pour procéder au paiement des frais notariés afférent à cet acte.

Il est donc proposé de modifier les loyers afin d'intégrer les frais de notaire dans l'échéancier à compter du 1^{er} juin 2013 jusqu'au 31 mai 2029.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

III – Bâtiments

RAPPORTEUR : Jean Paul MONTAGNIER

• Centre administratif : inauguration et déménagement

L'assemblée est informée de la réception des travaux ce jour (lundi 24 juin 2013).

- Il est rappelé que l'inauguration du Centre administratif aura lieu le :

11 juillet 2013 à 18h30 sur place

- Le déménagement des bureaux des services de la Communauté de Communes aura lieu les journées du 3 et 4 juillet 2013.

Un message informatif sur le répondeur de la Communauté de Communes ainsi que sur le site internet sera diffusé à cet effet.

L'assemblée est également informée de la mise en place de 2 bâches à SAINT JULIEN DE L'HERMS pour la défense incendie

INFORMATION

IV – Enfance - jeunesse

RAPPORTEUR : Angéline APPRIEUX

• Pôle petite enfance – rapports du délégataire

(Rapport téléchargeable sur le site « élu »)

Rappel : la Communauté de Communes a confié par le biais d'une délégation de service public la gestion du pôle petite enfance à Léo Lagrange. Cette délégation de service public a été nouvellement conclue pour la période du 1^{er} septembre 2012 au 31 août 2016.

Chaque année, le délégataire fait part de son rapport faisant ainsi un état des lieux quantitatif et qualitatif de l'activité du multi accueil et du service relais d'assistantes maternelles.

Le rapport présenté en séance fera état de l'activité pour la période du 1^{er} janvier au 31 Août 2012 lors de l'ancienne délégation de service public et état de l'activité pour la période du 1^{er} septembre au 31 décembre 2012 dans le cadre de la nouvelle délégation de service public.

Pour les grandes lignes :

Délégation du 1^{er} janvier au 31 août 2012 :

Multi accueil :

- capacité d'accueil journalière de 30 ans de 2 mois ½ à 4 ans*
- 109 enfants ont été accueillis soit 121 familles*
- Répartition géographique sensiblement similaire à 2011 (Monsteroux Milieu et Montseveroux représentent un pourcentage faible probablement dû à l'éloignement géographique)*
- Constat que la commune de Beaurepaire constitue plus de la moitié des enfants inscrits*
- Taux d'occupation en progression constante avec une légère baisse de la fréquentation en période de vacances scolaires*
- 15% des familles accueillies ont un quotient familial très bas voire sans ressources*

Relais d'assistantes maternelles :

- 218 assistantes maternelles sont répertoriées au 31 août 2012*
- Chaque trimestre un programme d'animation et d'information est envoyé à chaque assistante maternelle*

Afin de favoriser la participation des familles et des assistantes maternelles à la vie de la structure, un conseil d'établissement a eu lieu le 5 juillet.

Délégation du 1^{er} septembre 2012 au 31 décembre 2012 :

- 105 enfants ont été accueillis*
- un nouveau système de réservation d'heures occasionnelles a été expérimenté avec succès par les familles*
- sur cette période, 51% des familles accueillies ont un quotient familial très bas voire sans ressources.*

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

V – Culture - Patrimoine

RAPPORTEUR : Sylvie DEZARNAUD

• MC2 – tarif préférentiel pour la population

Rappel : Par délibération du 22 octobre 2012, la Communauté de Communes a adhéré à la MC2 (Maison de la culture de Grenoble).

Cette adhésion permet de bénéficier de tarifs préférentiels lors d'un spectacle choisi par la Communauté de Communes avec transport payé à hauteur de 50% par la MC2 ou permet également d'accueillir un spectacle sur le territoire.

Cette carte d'adhésion peut permettre aussi, à tout habitant du territoire, d'accéder au spectacle de son choix à un tarif réduit.

Afin de bénéficier de ce tarif, la personne devra prendre contact avec Karine BRUAS de la Communauté de Communes qui se chargera de la réservation du spectacle. Le paiement s'effectuera directement par l'utilisateur à la MC2.

INFORMATION

VI – Administration générale

RAPPORTEUR : Christian NUCCI

• Création de deux postes d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe

Par dérogation à l'article 36 de la loi du 26 janvier 1984, l'accès aux cadres d'emploi de la fonction publique territoriale peut être ouvert par la voie de modes de recrutement réservés valorisant les acquis professionnels, pendant une durée de 4 ans à compter du 13 mars 2012, soit jusqu'au 12 mars 2016.

Les agents remplissant les conditions ci-après, peuvent accéder à la titularisation selon 3 modes d'accès reposant sur les acquis de l'expérience :

- *La sélection professionnelle*
- *Le concours réservé*
- *Le recrutement réservé.*

Deux enseignants de l'école de musique intercommunale Dibango ont été auditionnés lors de la commission de sélection professionnelle et il est proposé de les titulariser en créant les postes correspondants.

Le Conseil communautaire est invité à en délibérer afin de :

Approuver la création de deux postes d'assistant d'enseignement artistique principal 2^{ème} classe à temps non complet, à raison de 12 h pour l'un et de 10 h pour l'autre, à compter du 1^{er} septembre 2013,

Autoriser le Président à signer tout document relatif à ce dossier,

Charger le Président et le Trésorier, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution de la présente délibération.

DECISION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE : UNANIMITE

VII – Questions orales

○ Sictom

Christian NUCCI relate la réunion avec le préfet et les responsables du SICTOM

Il s'avère que les délais de recours sont dépassés pour Sardieu et qu'au niveau des services de l'état, tout est conforme.

Idem pour Penol, la convention signée ne peut faire l'objet de recours. Le maire de cette commune accepte de ne pas faire jouer l'actualisation des loyers

Le Sictom doit valoriser les efforts faits par la CCTB pour diminuer l'enfouissage et en prolonger la durée de vie Le Sictom va commanditer une étude sur l'intégration éventuelle de la collecte

D'autre part le préfet est favorable au passage de la collecte en C0.5.

○ Potager solidaire

En réponse à l'inquiétude de Yannick PAQUE sur la concurrence déloyale faite par l'épicerie solidaire suite à l'adhésion par la CCTB notamment pour les usagers du camping au commerce

local le Président le rassure en précisant que l'adhésion de la CCTB n'empêche pas l'adhésion individuelle qui est obligatoire pour bénéficier du tarif préférentiel. Le texte du dernier compte rendu qui prête à confusion est modifié de la sorte :
« L'adhésion de la CCTB est une aide de principe ».

Le verre de l'amitié clos cette réunion.

* *

*